

La Croatie : le dernier-né des pays européens

Georges Castellan

Professeur émérite de l'université Paris III

Ancien enseignant de l'Inalco

Docteur honoris causa des universités de Poznan et de Humboldt de Berlin

La république de Croatie est devenue membre de l'ONU le 22 mai 1992. Pourquoi sa voix a-t-elle été si longtemps absente dans le concert des nations ? Le peuple croate a pourtant derrière lui une histoire millénaire, et les beautés de ce pays en font par ailleurs un des lieux privilégiés du tourisme d'aujourd'hui. Georges Castellan, auteur d'une Histoire des peuples d'Europe centrale et d'une Histoire des Balkans XIVe-XXe siècles parues aux éditions Fayard, nous présente ce pays fier de son histoire et de sa culture.

Un pays qui, physiquement et humainement, a subi les aléas de l'histoire

La première surprise qu'offre la Croatie est celle de son tracé territorial sur la carte. Elle se présente sous la forme d'un V couché d'ouest en est. La branche méridionale, la plus longue et la plus étroite, s'appuie sur la côte de la mer Adriatique entre les bouches de Kotor (Cattaro) au sud et la Slovénie au nord de l'Istrie. La branche septentrionale, plus large, s'étend de la frontière de la Bosnie à la Drave au nord, et s'épanouit dans la plaine de la Save où se trouve Zagreb, la capitale. Cette curieuse disposition en arc de cercle autour de la Bosnie-Herzégovine est un produit de l'histoire.

La région adriatique comprend la côte caractérisée par ses 1 185 îles et îlots qui constituent une inoubliable symphonie de formes et de couleurs dans une mer bleue comme la palette de Dufy. La végétation de maquis oppose le vert des pins aux roches calcaires blanches. Dans des baies profondes, des ports très anciens : Rijeka, Ibenik, Split, Dubrovnik, sont toujours très actifs. Derrière cette région, le bloc des montagnes culminant à 1 700 m au Velebit qui touche à la côte offre des parcours de ski pour sportifs entraînés. Au nord, la Slavonie égrène ses hauteurs issues des plissements alpins au-dessus d'une plaine riche, grenier à blé du pays.

Dans cet ensemble de 56 610 kilomètres carrés vivent 4 600 000 habitants, d'après une estimation de 1998. Cette population est majoritairement urbaine à 54 %. Le taux de natalité est faible et la croissance a été négative en 1991-1992, qui fut une période de crise économique. Le dernier recensement de 1991 donnait une proportion de 78 % de Croates et de 12,2 % de Serbes. Par suite de la guerre avec la Serbie en 1991-1992, ce dernier chiffre a baissé, en particulier dans la Krajina à la frontière est de la Bosnie-Herzégovine. Mais à Zagreb, les chiffres variaient de 50 000 à 100 000 sur une population qui avoisine 900 000 habitants. Le problème du retour des expulsés et réfugiés dans la Serbie voisine est l'une des questions les plus difficiles qui se posent à l'État croate. La société internationale en a fait une condition à son aide.

Une terre maintes fois convoitée

Les Croates sont des Slaves venus du nord des Carpates lors des invasions des VI^e-VII^e siècles. Ils assiégèrent les villes de l'Antiquité romaine comme Pola (Pula), Siscia (Sisak), Jader (Zadar), Solona (Solin), Pharos (Hvar), puis s'établirent dans cette région de Dalmatie disputée entre les deux empires de Byzance et de Charlemagne. On retrouve cette double influence sur le plan religieux. Tandis que le patriarche d'Aquilée, rattaché à Rome, fondait un évêché à Spalato (Split), des disciples des « apôtres des Slaves », Cyrille et Méthode, organisaient un autre évêché à Nona (Nin), qui obéissait au patriarche de Byzance et célébrait sa liturgie en vieux slave (slavon). Le pays était alors morcelé en petites unités territoriales à la tête desquelles se trouvaient des princes. Il apparut bien vite que les régions côtières étaient convoitées par la puissance nouvelle de Venise, alors que celles de l'intérieur étaient plus sensibles aux influences de l'Empire carolingien ou du royaume de Hongrie. Au Xe siècle, l'un de ces princes, Tomislav, obtint de Rome une couronne royale mais la séparation des Églises d'Orient et d'Occident en 1054 déclencha dans le royaume une crise grave entre Latins et Orientaux. Les Hongrois augmentèrent leur pression en fondant en 1094 l'évêché de Zagreb et en intervenant dans le royaume. En 1102, le roi de Hongrie Koloman passa un accord avec les chefs de douze tribus croates. Ce furent les *Pacta Conventa* par lesquels le monarque magyar de la dynastie des Arpad était reconnu souverain légitime de la Croatie et de la Dalmatie. Cet acte donna lieu à la fin du XVIII^e siècle et au XIX^e siècle à de furieuses disputes entre patriotes croates et hongrois : les premiers considéraient en effet, à la différence des seconds, qu'il ne s'agissait que d'une union personnelle entre les deux trônes et le début d'une féodalisation du pays sur le modèle hongrois. Aux XIII^e et XIV^e siècles, l'histoire de la Croatie se confondit avec celle de la Hongrie : lutte des grands féodaux contre le roi, invasion des Mongols en 1241-1242 battus près de Trogir, formation d'un royaume indépendant de Bosnie qui domina le nord de la Dalmatie, tandis que le sud devenait possession de Venise.

Au XV^e siècle, les Ottomans se firent menaçants. Maîtres de la Bosnie depuis 1493, ils envahirent la Hongrie en écrasant l'armée du roi Louis II à Mohacs en 1526. Ils transformèrent ensuite la plaine en *pachaliks*, provinces de l'Empire ottoman. Dans le royaume réduit à sa partie occidentale, le pays croate ne représentait que 16 800 kilomètres carrés. On le qualifiait de « reste des restes de l'ancien royaume de Croatie ». Les Croates se trouvaient ainsi pour près de deux siècles aux avant-postes de l'Europe chrétienne. Le roi Ferdinand de Habsbourg organisa le long de la frontière avec la Bosnie les « confins militaires », colonisés par des paysans-soldats d'origine serbe qui avaient fui l'Empire ottoman. Telle fut l'origine de la *Vojna Krajina* – la « frontière militaire » – dont une partie se souleva contre le gouvernement de Zagreb en 1991. Malgré cela, les Ottomans pénétrèrent plusieurs fois sur les territoires croates mais ne purent s'emparer de Zagreb qui devint le siège de l'assemblée de la noblesse – le *Sabor* – et du gouverneur – le *ban*. Après leur échec devant Vienne en 1683 et la paix de Karlowitz (1699), qui établissait la frontière austro-turque sur la Save, l'Autriche récupéra les terres croates de Slavonie. Elle les incorpora à la « frontière militaire » et non à la « Croatie banale », gouvernée par le *ban*.

L'émergence d'un sentiment national

Les Croates commencèrent alors une longue lutte contre les Hongrois, au fur et à mesure que s'affirmaient deux sentiments nationaux antagonistes. La prise de conscience de leur spécificité débuta par le problème de la langue. Joseph II avait décrété que l'allemand devait être la langue administrative de son empire mais les Hongrois s'y opposèrent et demandèrent l'adoption du magyar. Dès 1790, les Croates firent connaître qu'ils refusaient de voir disparaître le latin, qui était jusque là la langue de la Couronne de Saint-Étienne, au profit d'un dialecte qui leur était tout à fait étranger. Encouragés par l'évêque de Zagreb qui, en 1805, recommandait de faire davantage usage de la *lingua illyrica*, les Croates réclamèrent l'usage et l'enseignement de leur langue. Cela avait été le cas dans la partie croate des Provinces illyriennes créées par Napoléon en 1809, où quelques écoles enseignèrent « l'illyrien ». Ce vocable servit d'ailleurs à désigner le mouvement patriotique dont le leader fut l'écrivain Ljudevit Gaj (1809-1872). À partir de là se développa ce que les Croates désignent comme leur « renaissance » : sous l'influence d'hommes de lettres et de leaders politiques émergea la prise de conscience d'un sentiment national. En 1842 s'organisa à Zagreb, suivant le modèle tchèque, une *Matica hrvatska*, « l'Abeille croate », société culturelle publiant

des ouvrages de littérature et d'histoire, toujours active de nos jours. Pendant la Révolution hongroise de 1848, le *ban* Joseph Jelaïçi, favorable aux idées nationales, se mit au service de Vienne et participa à l'écrasement du gouvernement hongrois de L. Kossuth. Mais l'empereur François-Joseph ne récompensa pas le loyalisme des Croates. Chassé d'Italie puis d'Allemagne par Bismarck, il préféra se réconcilier avec la noblesse hongroise par le fameux « Compromis de 1867 » (*Ausgleich*) qui livrait la Croatie à l'autorité de Budapest. Un accord – *Nagodba* – fut passé en 1868 avec ce gouvernement qui fixait le statut des Croates. Leur pays était divisé en deux ensembles. L'Istrie et la Dalmatie restaient sous l'autorité de Vienne, tandis que la Croatie « banale » dépendait de la Hongrie. Cette situation dura jusqu'à la première guerre mondiale. Des partis politiques croates s'organisèrent et menèrent la lutte contre leurs homologues hongrois, tels celui d'Ante Starčević ou le parti paysan des frères Radić.

Serbes et Croates : le malentendu

Parmi les hommes politiques, certains voyaient l'avenir de la Croatie dans la constitution d'un État yougoslave indépendant. La première guerre mondiale décida. Un groupe de Croates opposés à la guerre prit contact avec le gouvernement serbe réfugié à Corfou après l'invasion par les armées austro-hongroises. Ils signèrent une « Déclaration de Corfou » en juillet 1917, laquelle promettait, à la fin des hostilités, la formation d'un « royaume des Serbes, Croates, Slovènes » sous le sceptre des Karageorgević, avec une constitution élaborée par une assemblée élue au suffrage universel. Au terme de discussions très complexes, le prince héritier de Serbie, le futur roi Alexandre, proclama à Belgrade, sa capitale libérée, le 1er décembre 1918, l'union de la Serbie et des pays yougoslaves de l'ancienne Autriche-Hongrie en un seul royaume. Ce fut l'origine d'un malentendu qui dura jusqu'à l'indépendance de 1992. Les Croates rêvaient de réaliser avec les Serbes ce qu'ils n'avaient pas pu obtenir de l'empereur de Vienne : une union dans une fédération de deux peuples égaux. Mais les Serbes, sortis « vainqueurs » de la Grande Guerre, ne concevaient le nouvel État que comme une extension de leur patrie à de nouveaux territoires peuplés partiellement de leurs compatriotes, formant ainsi une « Grande Serbie » unitaire et centralisée.

Ce malentendu explique les luttes des Croates pendant la première Yougoslavie (1918-1941) : refus de la constitution du Vidovdan (jour de la Saint-Guy) du 28 juin 1921, assassinat du député croate Stjepan Radić dans l'Assemblée de Belgrade par un député serbe du Monténégro ; naissance du mouvement terroriste d'Ante Pavelić – l'*Ustaga*, « les Insurgés » – en 1930. Il explique aussi l'État indépendant de Croatie créé par Ante Pavelić en avril 1941, et le génocide des Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine commis par les Oustachis. Le Croate Tito, vainqueur en 1944, fit une concession importante : la Croatie devenait une des six républiques de la nouvelle fédération mais elle était étroitement surveillée par le parti communiste yougoslave. Aussi, lors de la crise qui secoua la fédération après la mort de Tito en 1985, la Croatie fit-elle sécession. L'armée fédérale, dominée par les Serbes, essaya de la briser en occupant le tiers du territoire (guerre de 1990-1992). Mais, depuis 1990, les Croates disposaient d'un État qui fut admis à l'ONU en mai 1992.

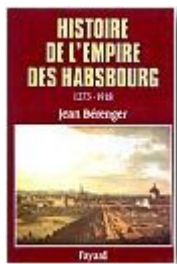
Fiers de leur histoire, de leur culture et des beautés de leur pays, les Croates refusent d'être considérés comme des « balkaniques » et se réclament de l'Europe centrale, en attendant de s'intégrer pleinement dans l'Europe.

Georges Castellan

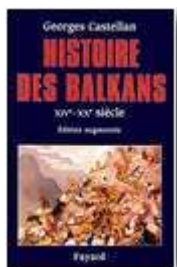
Mai 2000

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Histoire de l'Empire des Habsbourg, 1273-1918
Jean Bérenger
Fayard, Paris, 1990



Histoire des Balkans, XIVe-XXe siècle
Georges Castellan
Fayard, Paris, 2e édition 1999



La Croatie
Georges Castellan, Gabriela Vidan
Que sais-je ?
PUF, Paris, 1998